



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--------------------------------|---|--|---------------------------------------|---|--|---|--|--|---|---|--|---|--|--|-------------------|------------------------------------|
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1100 – Application et interprétation | Article 1102 – Application générale | S. O. | 1102(1) | Disposition actuelle portant sur l'application des Règles qui s'appliquent au courtier membre. | Révisions aux fins de clarification devant être apportées aux Règles CPPC et aux Règles CEC. | Conservation des dispositions actuelles en matière d'application et d'interprétation qui précisent que les exigences qui s'appliquent à un « courtier membre » s'appliquent aussi à « ses employés et ses personnes autorisées, si le contexte s'y prête ». | Non | S. O. |
| Règle 1100 – Interprétation | Article 1102 – Interprétation générale | 1102(3)(i) | 1102(3)(i) | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et définitions | Application/Interprétation, paragraphe i) | Règle n° 1A – Application/Interprétation, paragraphe i) | Règle n° 1A – Application/Interprétation, paragraphe i) | Règle 1100 – Application et interprétation | Article 1103 – Interprétation générale | 1103(1)(i) | 1103(1)(i) | Disposition actuelle portant sur l'application des Règles qui s'appliquent au courtier membre. | Révisions aux fins de clarification devant être apportées aux Règles CPPC et aux Règles CEC. | Conservation des dispositions actuelles en matière d'application et d'interprétation qui précisent que les exigences qui s'appliquent à un « courtier membre » s'appliquent aussi à « ses employés et ses personnes autorisées, si le contexte s'y prête ». | Oui | 4.2.2 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | 1102(3)(ii) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Règle n° 1A, Application/Interprétation, paragraphe ii) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | 1103(1)(ii) | Il n'y a actuellement aucune disposition portant sur l'application des Règles qui s'appliquent à la personne autorisée. | Ajout d'une nouvelle disposition générale d'application ou d'interprétation dans les deux ensembles de règles précisant que les règles qui s'appliquent à une « personne autorisée » ou à une « personne autorisée constituée en société » s'appliquent aussi « aux employés et aux actionnaires d'une personne autorisée constituée en société, si le contexte s'y prête ». | Ajout d'une nouvelle disposition générale d'application ou d'interprétation précisant que les exigences qui s'appliquent à une « personne autorisée » ou à une « personne autorisée constituée en société » s'appliquent aussi aux personnes autorisées constituées en société, aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. Cette révision est requise pour garantir que les exigences des règles s'appliquent, le cas échéant, aux principales personnes physiques associées aux personnes autorisées constituées en société parrainées par le courtier membre. | Oui | 4.2.2 |
| Aucune règle équivalente | Aucune règle équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et définitions | Application/Interprétation, paragraphe ii) | Règle n° 1A, Application/Interprétation, paragraphe ii) | Règle n° 1A, Application/Interprétation, paragraphe iii) | Aucune règle équivalente | Aucune règle équivalente | S. O. | S. O. | Disposition actuelle des règles qui indique que les courtiers membres à double inscription doivent respecter les Règles CPPC. | Révisions devant être apportées à la disposition des Règles CEC pour clarifier quelles personnes physiques ou personnes morales ne sont pas assujetties aux Règles CEC. | Des révisions doivent être apportées pour s'assurer que les courtiers en épargne collective et les personnes qui agissent en leur nom sont assujettis aux mêmes ensembles de règles. | Oui | 4.2.1 |
| Règle 1100 – Interprétation | Article 1104 – Signatures électroniques | 1104(1) | 1104(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1100 – Interprétation | Article 1106 – Signatures électroniques | 1106(1) | 1106(1) | Disposition d'interprétation générale qui permet l'utilisation de signatures électroniques. | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 1100 – Interprétation | Article 1105 – Dispositions de transition | 1105(1)(iii) | 1105(1)(iii) | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et | Dispositions transitoires | Règle n° 1A – Dispositions transitoires, alinéa 1) iii) | Règle n° 1A – Dispositions transitoires, alinéa 1) iii) | Règle 1100 – Interprétation | Article 1105 – Dispositions de transition | 1107(1)(iii) | 1107(1)(iii) | Dispositions de transition portant sur l'autorisation des personnes autorisées au moment de la création de | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--------------------------|-----------------------------------|--|--|-------------------------------|----------------------------------|---|---|--------------------------|--|--|--|---|--|------------------------------------|-------------------|------------------------------------|
| | | | | définitions | | | | | | | | l'OCRI. | | | | |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « mandataire » | 1201(2), « mandataire » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | Règle n° 1A, Définitions, « mandataire » | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « mandataire » | 1201(2), « mandataire » | Définition du terme « mandataire » | Aucune révision ne doit être apportée aux Règles CPPC. Ajout de la définition du terme « mandataire » requis dans les Règles CPPC. | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « exigences de l'Organisation » | 1201(2), « exigences de l'Organisation » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « exigences de l'Organisation » | 1201(2), « exigences de l'Organisation » | Définition du terme « exigences de l'OCRI » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « courtier membre » | 1201(2), « courtier membre » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | Règle n° 1A, Définitions, « courtier membre » | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « courtier membre » | 1201(2), « courtier membre » | Définition du terme « courtier membre » | Aucune révision ne doit être apportée aux Règles CPPC. Ajout de la définition du terme « courtier membre » requis dans les Règles CEC. | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « employé » | 1201(2), « employé » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | Règle n° 1A, Définitions, « employé » | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « employé » | 1201(2), « employé » | Définition du terme « employé » | Aucune révision ne doit être apportée aux Règles CPPC. Ajout de la définition du terme « employé » requis dans les Règles CEC. | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « personne physique » | 1201(2), « personne physique » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | Règle n° 1A, Définitions, « personne physique » | Règle n° 1A, Définitions, « personne physique » | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « personne physique » | 1201(2), « personne physique » | Définition du terme « personne physique » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « compte non-client » ou « ordre non-client » | 1201(2), « compte non-client » ou « ordre non-client » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « compte non-client » ou « ordre non-client » | 1201(2), « compte non-client » ou « ordre non-client » | Définition du terme « compte non-client » ou « ordre non-client » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « personne » | 1201(2), « personne » | Règle n° 1A – Application, | Définitions | Règle n° 1A, Définitions, | Règle n° 1A, Définitions, | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « personne » | 1201(2), « personne » | Définition du terme « personne » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|-------------------------------|-----------------------------------|--|--|---|----------------------------------|--|---|-------------------------------|--|---|--|---|---|--|-------------------|------------------------------------|
| | | | | interprétation, dispenses et définitions | | « personne » | « personne » | | | | | | | | | |
| Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | 1201(2), « conseiller en services financiers compétent qui est une personne physique » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | Règle n° 1A, Définitions, « conseiller en services financiers compétent qui est une personne physique » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | 1201(2), « conseiller en services financiers compétent qui est une personne physique » | Définition du terme « conseiller en services financiers compétent qui est une personne physique » | Ajout du terme défini « conseiller en services financiers compétent qui est une personne physique » pour permettre aux personnes physiques admissibles d'être des actionnaires avec droit de vote de la société personnelle qui fournit des services en placement | Définition requise pour aider d'autres conseillers en services financiers à avoir une participation dans une société personnelle | Oui | 4.2.1 |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « dossiers » | 1201(2), « dossiers » | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et définitions | Définitions | Règle n° 1A, Définitions, « dossiers » | Règle n° 1A, Définitions, « dossiers » | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « dossiers » | 1201(2), « dossiers » | Définition du terme « dossiers » | Aucune révision requise | Le terme défini dans les Règles CPPC comprend le terme « personne réglementée », dont la définition inclut les « courtiers membres » et les « Personnes autorisées »; lorsqu'on le lit conjointement avec l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, ce terme défini s'applique aussi aux dossiers (1) des personnes autorisées constituées en société et (2) des employés et des actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. Le terme défini dans les Règles CEC comprend le terme « personne autorisée », dont la définition inclut les personnes autorisées constituées en société; lorsqu'on le lit conjointement avec le paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ce terme défini s'applique aussi aux dossiers : (1) des personnes autorisées constituées en société et (2) des employés et des actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | 1201(2), « secteur canadien réglementé des services financiers » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | Règle n° 1A, Définitions, « secteur canadien réglementé des services financiers » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | 1201(2), « secteur canadien réglementé des services financiers » | Définition du terme « secteur canadien réglementé des services financiers » | Introduction du nouveau terme défini « secteur canadien réglementé des services financiers » pour permettre à la société détenue par un conseiller d'exercer d'autres types d'activités. | Définition requise pour aider d'autres conseillers en services financiers à avoir une participation dans une société personnelle. | Oui | 4.2.1 |
| Règle 1200 – | Article 1201 | S. O. | 1201(2), | Règle n° 1A – | Définitions | S. O. | 1201(2), | Règle 1200 – | Article 1201 | S. O. | 1201(2), | Définition du terme | Introduction du nouveau | Définition requise puisque le | Non | S. O. |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|-------------------------------|-----------------------------------|--|--|---|----------------------------------|---|---|-------------------------------|--|--|--|---|--|---|-------------------|------------------------------------|
| Définitions | – Définitions | | « personne liée » | Application, interprétation, dispenses et définitions | | | « personne liée » | Définitions | – Définitions | | « personne liée » | « personne liée » | terme défini « personne liée ». | terme est maintenant utilisé dans de nombreux articles des règles. | | |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « Règles » | 1201(2), « Règles » | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et définitions | Définitions | Règle n° 1A, Définitions, « Règles » | Règle n° 1A, Définitions, « Règles » | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « Règles » | 1201(2), « Règles » | Définition du terme « Règles » | Aucune révision requise | Le terme défini dans les Règles CEC fait mention des « personnes autorisées »; lorsqu'on le lit conjointement avec le paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ce terme défini s'applique aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, là où le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « lois sur les valeurs mobilières » | 1201(2), « lois sur les valeurs mobilières » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « lois sur les valeurs mobilières » | 1201(2), « lois sur les valeurs mobilières » | Définition du terme « lois sur les valeurs mobilières » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « fonctions liées aux valeurs mobilières et aux dérivés » | 1201(2), « fonctions liées aux valeurs mobilières et aux dérivés » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « fonctions liées aux valeurs mobilières et aux dérivés » | 1201(2), « fonctions liées aux valeurs mobilières et aux dérivés » | Définition du terme « fonctions liées aux valeurs mobilières et aux dérivés » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et définitions | Définitions | Règle n° 1A, Définitions, « sous-succursale » | Règle n° 1A, Définitions, « sous-succursale » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | 1201(2), « sous-succursale » | Définition du terme « sous-succursale » | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Non | 4.2.3 |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « Surveillant » | 1201(2), « Surveillant » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « Surveillant » | 1201(2), « Surveillant » | Définition du terme « Surveillant » | Révisions requises aux fins de clarification | | Non | S. O. |
| Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « nom commercial » | 1201(2), « nom commercial » | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 1200 – Définitions | Article 1201 – Définitions | 1201(2), « nom commercial » | 1201(2), « nom commercial » | Définition du terme « nom commercial » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|---------------------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|--|---|--|---|--|---|-------------------|------------------------------------|
| Règle 1400 – Normes de conduite | Article 1402 – Normes de conduite | 1402(1) et 1402(2) | 1402(1) et 1402(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.1.1 – Norme de conduite | Règle 2.1.1 | Règle 2.1.1 | Règle 1400 – Normes de conduite | Article 1402 – Normes de conduite | 1402(1) et 1402(2) | 1402(1) et 1402(2) | Norme de conduite générale applicable aux personnes réglementées, dans le cas des Règles CPPC, et aux membres et à leurs personnes autorisées, dans le cas des Règles CEC | Aucune révision requise | L'article 1402 des Règles CPPC comprend le terme « personne réglementée », dont la définition inclut les « courtiers membres » et les « Personnes autorisées »; lorsqu'on le lit conjointement avec l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, ce terme défini s'applique aussi à la conduite (1) des personnes autorisées constituées en société et (2) des employés et des actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. La Règle 2.1.1 comprend les termes « membre » et « personne autorisée », dont la définition inclut les personnes autorisées constituées en société; lorsqu'on la lit conjointement avec le paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ce terme défini s'applique aussi à la conduite : (1) des personnes autorisées constituées en société et (2) des employés et des actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 1400 – Normes de conduite | Article 1402 – Normes de conduite | 1403(1)(i) | 1403(1)(i) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.1.2 – Responsabilités du membre | Règle 2.1.2 | Règle 2.1.2 | Règle 1400 – Normes de conduite | Article 1402 – Normes de conduite | 1403(1)(i) | 1403(1)(i) | Responsabilité des courtiers membres concernant les actes et les omissions des employés, des associés, des administrateurs et des dirigeants, dans le cas des Règles CPPC, et des employés, des mandataires et des personnes autorisées, dans le cas des Règles CEC | Afin de garantir que les courtiers membres soient tenus responsables des actes et des omissions des personnes autorisées constituées en société, il est nécessaire de réviser cette disposition des Règles CPPC pour y inclure les « Personnes autorisées ». | Cette disposition des Règles CPPC comprend désormais le terme « personnes autorisées »; lorsqu'on la lit conjointement avec l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, ce terme défini s'applique aussi à la conduite (1) des personnes autorisées constituées en société et (2) des employés et des actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. La Règle 2.1.2 comprend le terme « personnes autorisées », dont la définition inclut les personnes autorisées constituées en société; lorsqu'on la lit conjointement | Oui | 4.2.3 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---------------------------------|---|--|---------------------------------------|---|--|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|---|---|--|---|--|---|-------------------|------------------------------------|
| Règle 1400 – Normes de conduite | Article 1403 – Application | 1403(2)(i) | 1403(2)(i) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.2 – Conformité par les membres et les personnes autorisées | Règle 1.1.2 | Règle 1.1.2 | Règle 1400 – Normes de conduite | Article 1403 – Application | 1403(2)(i) | 1403(2)(i) | Obligation de se conformer aux exigences de l’OCRI | Aucune révision requise | avec le paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ce terme défini s’applique aussi à la conduite : (1) des personnes autorisées constituées en société et (2) des employés et des actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 1400 – Normes de conduite | Section 1404 – Politiques et procédures | 1404(2) | 1404(2) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.2.1 – Conformité avec les exigences de l’Organisation | Règle 1.2.1 | Règle 1.2.1 | Règle 1400 – Normes de conduite | Section 1404 – Politiques et procédures | 1404(2) | 1404(2) | Obligation de s’assurer que les personnes autorisées respectent les exigences de l’Organisation | Révisions requises aux fins de clarification | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---|--|---|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie A.2, article 2206 – Sociétés liées | 2206(1) | 2206(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie A.2, article 2206 – Sociétés liées | 2206(1) | 2206(1) | Obligation d'obtenir l'autorisation de l'Organisation avant de constituer une société liée ou une société ayant des liens avec le courtier ou d'acquiescer une participation dans celle-ci | Aucune révision requise | société, si le contexte s'y prête. | S. O. | S. O. |
| Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie A.3, article 2216 – Partage des bureaux | 2216(17) | 2216(17) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie A.3, article 2216 – Partage des bureaux | 2218(2) | 2218(2) | Disposition portant sur l'aide apportée au client qui souhaite ouvrir un compte | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie B, article 2227 – Paiement des cotisations à l'Organisation | 2227(2)(ii) | 2227(2)(ii) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie B, article 2227 – Paiement des cotisations à l'Organisation | 2227(2)(ii) | 2227(2)(ii) | Disposition portant sur le paiement des cotisations à l'Organisation | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie E, article 2281 – Noms commerciaux | Paragraphe 2281(1) à 2281(4) | Paragraphe 2281(1) à 2281(4) | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.7 – Appellations, dénominations et noms commerciaux | Règle 1.1.7 | Règle 1.1.7 | Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie E, article 2281 – Noms commerciaux | Paragraphe 2281(1) à 2281(5) | Paragraphe 2281(1) à 2281(5) | Exigences relatives à l'utilisation de noms commerciaux | Renumérotation des Règles CEC requise | Les paragraphes 2281(1) à 2281(4) des Règles CPPC et la Règle 1.1.7 des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s'appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie E, article 2282 – Avis à l'Organisation | 2282(2) | 2282(2) | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.7 – Appellations, dénominations et noms commerciaux | Règle 1.1.7 | Règle 1.1.7 | Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie E, article 2282 – Avis à l'Organisation | 2282(2) | 2282(2) | Exigences relatives à l'utilisation de noms commerciaux | Renumérotation des Règles CEC requise | Le paragraphe 2282(2) des Règles CPPC et la Règle 1.1.7 des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s'appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---|--|---|--|---|---|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie E, article 2283 – Affichage de la dénomination sociale au complet | 2283(2) | 2283(2) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.7 – Appellations, dénominations et noms commerciaux | Règle 1.1.7 | Règle 1.1.7 | Règle 2200 – Structure du courtier membre | Partie E, article 2283 – Affichage de la dénomination sociale au complet | 2283(2) | 2283(2) | Exigences relatives à l’utilisation de noms commerciaux | Renumérotation des Règles CEC requise | société, si le contexte s’y prête. Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Règle 2300 | 2300, titre | 2300, titre | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Règle 2300 | 2300, titre | 2300, titre | Titre de la règle concernant les relations autorisées entre la société et les personnes physiques qui exercent des activités en son nom | Révision du titre de la règle des Règles CPPC, qui devient « Relations entre les courtiers membres et leurs mandataires », car les relations autorisées ne se limitent plus aux relations mandant-mandataire. | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2301 – Introduction | 2301(1) | 2301(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2301 – Introduction | 2301(1) | 2301(1) | Paragraphe d’introduction | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302(1) | 2302(1) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.1 | Alinéa 1.1.1 c) i) | Alinéa 1.1.1 c) i) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302(1) | 2302(1) | Paragraphe ou règle permettant le recours à une relation employeur-employé | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302(1) | 2302(1) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.1 | Alinéa 1.1.1 c) ii) | Alinéa 1.1.1 c) ii) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302(1) | 2302(1) | Paragraphe/règle permettant le recours à une relation mandant-mandataire | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | 2302(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.1 c) iii) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | 2302(2) | Paragraphe et règle permettant les paiements à une société personnelle en vertu d’un accord de constitution en société des conseillers | Ajout d’un paragraphe aux Règles CPPC et d’une règle aux Règles CEC pour permettre les relations avec des mandataires constitués en société | | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302, titre | 2302, titre | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302, titre | 2302, titre | Titre de l’article des Règles CPPC concernant les relations autorisées entre la société et les personnes physiques qui exercent les activités pour la société | Révision du titre de l’article des Règles CPPC, puisque les relations autorisées ne se limitent plus aux relations mandant-mandataire | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et | 2303(1) | 2303(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) i) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et | 2303(1) | 2303(1) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne | Oui | 4.2.1 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|---|---|---|---|----------------------------------|---------------------------------------|--|--|---|---|---|---|--|---|-------------------|------------------------------------|
| | l’Organisation | | | | | | | | l’Organisation | | | l’Organisation | | collective | | |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(2) | 2303(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) ii) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(2) | 2303(2) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et l’Organisation | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(3) | 2303(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) iii) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(3) | 2303(3) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et l’Organisation | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(4), point 2 de la convention, Convention avec le mandataire | 2303(4), point 2 de la convention, Convention avec le mandataire | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) iv), point 2 de la convention, Convention avec le mandataire | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(4), point 2 de la convention, Convention avec le mandataire | 2303(4), point 2 de la convention, Convention avec le mandataire | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et l’Organisation | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(4), point 3 de la convention, Surveillance du mandataire | 2303(4), point 3 de la convention, Surveillance du mandataire | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) iv), point 3 de la convention, Surveillance du mandataire | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(4), point 3 de la convention, Surveillance du mandataire | 2303(4), point 3 de la convention, Surveillance du mandataire | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et l’Organisation | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(4), point 5 de la convention, Déclaration aux clients | 2303(4), point 5 de la convention, Déclaration aux clients | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) iv), point 5 de la convention, Déclaration aux clients | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | 2303(4), point 5 de la convention, Déclaration aux clients | 2303(4), point 5 de la convention, Déclaration aux clients | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et l’Organisation | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | Paragraphe 2303(4), point 7 de la convention, Compétence de l’Organisation en matière de réglementation | Paragraphe 2303(4), point 7 de la convention, Compétence de l’Organisation en matière de réglementation | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 c) iv), point 7 de la convention, Compétence de l’Organisation en matière de réglementation | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2303 – Convention écrite qui doit être conclue entre le courtier membre et l’Organisation | Paragraphe 2303(4), point 7 de la convention, Compétence de l’Organisation en matière de réglementation | Paragraphe 2303(4), point 7 de la convention, Compétence de l’Organisation en matière de réglementation | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et l’Organisation | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(1) | 2304(1) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe k) de la Règle 1.1.5 | Alinéa 1.1.5 d) i) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(1) | 2304(1) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation | Article 2304 – Convention | 2304(2) | 2304(2) | Aucune disposition | Aucune disposition | S. O. | Alinéa 1.1.5 | Règle 2300 – Relation | Article 2304 – Convention | 2304(2) | 2304(2) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles | Révisions requises pour harmoniser les exigences | Oui | 4.2.1 |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|--|---|----------------------------------|---------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|---|-------------------|------------------------------------|
| mandant-mandataire | écrite entre le courtier membre et ses mandataires | | | équivalente | équivalente | | d) ii) | mandant-mandataire | écrite entre le courtier membre et ses mandataires | | | établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | CEC | actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | | |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(3) | 2304(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 d) iii) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(3) | 2304(3) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(4) | 2304(4) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.5 d) iv) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(4) | 2304(4) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(5) | 2304(5) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 d) v) | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(5) | 2304(5) | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(6) | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(6) | S. O. | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(6) | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(6) | S. O. | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | Paragraphe 2304(7), point (i) de la convention, Conformité avec les lois applicables | Paragraphe 2304(6), point (i) de la convention, Conformité avec les lois applicables | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 b) et 1.1.5 d) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point A) de la convention, Conformité avec les lois applicables | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | Paragraphe 2304(7), point (i) de la convention, Conformité avec les lois applicables | Paragraphe 2304(6), point (i) de la convention, Conformité avec les lois applicables | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (ii) de la convention, Confirmation de la primauté des | 2304(6), point (ii) de la convention, Confirmation de la primauté des | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 j) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point B) de la convention, Confirmation de la primauté des | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (ii) de la convention, Confirmation de la primauté des | 2304(6), point (ii) de la convention, Confirmation de la primauté des | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|---|---|---|----------------------------------|---------------------------------------|--|--|--|---|---|--|--|---|-------------------|------------------------------------|
| | | exigences de l'Organisation | exigences de l'Organisation | | | | exigences de l'Organisation | | | exigences de l'Organisation | exigences de l'Organisation | | | collective | | |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (iii) de la convention, Conformité du mandataire avec les lois applicables | 2304(6), point (iii) de la convention, Conformité du mandataire avec les lois applicables | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 d) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point C) de la convention, Conformité du mandataire avec les lois applicables | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (iii) de la convention, Conformité du mandataire avec les lois applicables | 2304(6), point (iii) de la convention, Conformité du mandataire avec les lois applicables | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (iv) de la convention, Exercice des activités du mandataire | 2304(6), point (iv) de la convention, Exercice des activités du mandataire | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 g) et 1.1.5 h) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point D) de la convention, Exercice des activités du mandataire | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (iv) de la convention, Exercice des activités du mandataire | 2304(6), point (iv) de la convention, Exercice des activités du mandataire | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (ix) de la convention, Accès aux locaux | 2304(6), point (ix) de la convention, Accès aux locaux | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 f) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point I) de la convention, Accès aux locaux | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (ix) de la convention, Accès aux locaux | 2304(6), point (ix) de la convention, Accès aux locaux | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (v) de la convention, Surveillance du mandataire par le courtier membre | 2304(6), point (v) de la convention, Surveillance du mandataire par le courtier membre | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 b) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point E) de la convention, Surveillance du mandataire par le courtier membre | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (v) de la convention, Surveillance du mandataire par le courtier membre | 2304(6), point (v) de la convention, Surveillance du mandataire par le courtier membre | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (vi) de la convention, Déclaration écrite à fournir aux clients | 2304(6), point (vi) de la convention, Déclaration écrite à fournir aux clients | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 d) vi), point F) de la convention, Déclaration écrite à fournir aux clients | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (vi) de la convention, Déclaration écrite à fournir aux clients | 2304(6), point (vi) de la convention, Déclaration écrite à fournir aux clients | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (vii) de la convention, Responsabilité du courtier membre envers les clients | 2304(6), point (vii) de la convention, Responsabilité du courtier membre envers les clients | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 d) vi), point G) de la convention, Responsabilité du courtier membre envers les clients | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (vii) de la convention, Responsabilité du courtier membre envers les clients | 2304(6), point (vii) de la convention, Responsabilité du courtier membre envers les clients | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (viii) de la convention, Activités externes | 2304(6), point (viii) de la convention, Activités externes | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1.1.5 i) et 1.1.5 j) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point H) de la convention, Activités externes | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (viii) de la convention, Activités externes | 2304(6), point (viii) de la convention, Activités externes | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|---|---|---|---|---------------------------------------|---|--|--|---|---|--|---|---|-------------------|------------------------------------|
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point x) de la convention, Dossiers | 2304(6), point x) de la convention, Dossiers | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1 .1.5 f) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point J) de la convention, Dossiers | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point x) de la convention, Dossiers | 2304(6), point x) de la convention, Dossiers | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (xi) de la convention, Assurance | 2304(6), point (xi) de la convention, Assurance | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.5 – Mandataires | Paragraphe 1 .1.5 e) | Alinéa 1.1.5 d) vi), point K) de la convention, Assurance | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (xi) de la convention, Assurance | 2304(6), point (xi) de la convention, Assurance | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (xii) de la convention, Cession de la convention | 2304(6), point (xii) de la convention, Cession de la convention | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéa 1.1.5 d) vi), point L) de la convention | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(7), point (xii) de la convention, Cession de la convention | 2304(6), point (xii) de la convention, Cession de la convention | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Harmonisation du libellé des Règles CPPC et des Règles CEC | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Oui | 4.2.1 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Paragraphe 2305(1) à 2305(7) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Alinéas 1.1.5 e) i) à 1.1.5 e) vii) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Paragraphe 2305(1) à 2305(7) | Article des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord avec un mandataire constitué en société entre le courtier, le mandataire et la société personnelle du mandataire | Ajout d'un article aux Règles CPPC et d'une règle aux Règles CEC pour préciser les exigences qu'une société personnelle doit respecter pour être autorisée à titre de « personne autorisée constituée en société ». | Nouvelles exigences proposées concernant les relations avec un mandataire constitué en société | Oui | 4.2.1 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2400 – Accords acceptables concernant les services administratifs | Article 2401 – Introduction | 2401(2) | 2401(2) | Inclusion d'une mention de la nouvelle Partie E concernant les ententes relatives aux services | | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.1.3 – Ententes relatives aux services | Règle 1.1.3 | Règle 1.1.3 | Règle 2400 – Accords acceptables concernant les services administratifs | Article 2490 – Accords de service acceptables | Paragraphe 2490(1) à 2490(4) | Paragraphe 2490(1) à 2490(4) | Nouvel article sur les accords de service | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Règle 2500, titre de la règle | 2500, titre de la règle | 2500, titre de la règle | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Règle 2500, titre de la règle | 2500, titre de la règle | 2500, titre de la règle | Titre de la règle sur les exigences concernant les autorisations des personnes physiques et des personnes morales | Révision du titre de la règle puisque les règles comprennent désormais des dispositions relatives à l'autorisation des personnes morales | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|---------------------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--|--|--|---|-------------------|------------------------------------|
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Article 2501 – Introduction | 2501(2) | 2501(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Article 2501 – Introduction | 2501(2) | 2501(2) | Paragraphe d’introduction | Ajout de la partie C à la Règle 2500 pour établir les exigences relatives à l’autorisation des <i>Personnes autorisées</i> autres que des personnes physiques | Ajout ou clarification du libellé d’introduction | Non | 4.2.3 |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2550 – Introduction | 2550(1) | 2550(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2550 – Introduction | 2550(1) | 2550(1) | Paragraphe d’introduction | Remplacement du terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées » afin d’exclure les « Personnes autorisées constituées en société » | Ajout ou clarification du libellé d’introduction | Non | 4.2.3 |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2551 – Autorisation de personnes physiques | Paragraphe 2551(1) à 2551(6) | Paragraphe 2551(1) à 2551(6) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règles 1.2.2 et 1.2.3 | Règles 1.2.2 et 1.2.3 | Règles 1.2.2 et 1.2.3 | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2551 – Autorisation de personnes physiques | Paragraphe 2551(1) à 2551(6) | Paragraphe 2551(1) à 2551(6) | Exigences et processus d’autorisation applicables aux personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Les paragraphes des Règles CPPC et les Règles CEC font mention des « personnes autorisées »; le champ d’application doit être limité pour faire mention des « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2551 – Autorisation de personnes physiques | 2551(7) | 2551(7) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.4 – Rémunération, commissions et honoraires | Paragraphe 2.4.1 a) | Paragraphe 2.4.1 a) | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2551 – Autorisation de personnes physiques | 2551(7) | 2551(7) | Exigences et processus d’autorisation applicables aux personnes physiques. Dispositions précises établissant les exigences liées aux ententes de rémunération pour les personnes physiques autorisées. | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Révision des exigences liées à la rémunération des personnes physiques | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2551 – Autorisation de personnes physiques | Paragraphe 2551(8) et 2551(9) | Paragraphe 2551(8) et 2551(9) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.4 – Rémunération, commissions et honoraires | Paragraphe 2.4.1 b) et 2.4.1 c) | Paragraphe 2.4.1 b) et 2.4.1 c) | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2551 – Autorisation de personnes physiques | Paragraphe 2303(3) et 2303(4) | Paragraphe 2551(9) et 2551(10) | Exigences et processus d’autorisation applicables aux personnes physiques. Dispositions précises établissant une exception | Élargissement des modes de rémunération pour faire mention des personnes physiques pouvant être admissibles à l’approche | Révision de l’exception aux exigences liées à la rémunération des personnes physiques | Oui | 4.2.1 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|---------------------------------------|---|--|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--|---|--|--|-------------------|------------------------------------|
| direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | | | | | | | | direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | | | | pour certains arrangements. | fondée sur la constitution en société des conseillers, comme il est indiqué dans l'article 2305 des Règles CPPC et la Règle 1.1.6 des Règles CEC | | | |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2552 – Conformité avec les compétences requises et autres conditions | Paragraphe 2552(1) à 2552(4) | Paragraphe 2552(1) à 2552(4) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2552 – Conformité avec les compétences requises et autres conditions | Paragraphe 2552(1) à 2552(4) | Paragraphe 2552(1) à 2552(4) | Exigences et processus d'autorisation applicables aux personnes physiques. | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2553 – Autorisation des Représentants inscrits, des Représentants en placement, des Gestionnaires de portefeuille et des Gestionnaires de portefeuille adjoints et leurs obligations | 2553(3) | 2553(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2553 – Autorisation des Représentants inscrits, des Représentants en placement, des Gestionnaires de portefeuille et des Gestionnaires de portefeuille adjoints et leurs obligations | 2553(3) | 2553(3) | Exigences et processus d'autorisation applicables aux personnes physiques. | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2554 – Activités externes d'une personne physique autorisée | 2554(1) | 2554(1) | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.3.2 – Exigence en matière d'activité externe | Règle 1.3.2 | Règle 1.3.2 | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie B, article 2554 – Activités externes d'une personne physique autorisée | 2554(1) | 2554(1) | Exigences et processus d'autorisation applicables aux personnes physiques. Dispositions précises établissant les exigences qui doivent être respectées pour exercer une activité externe. | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Les paragraphes des Règles CPPC et les Règles CEC font mention des « personnes autorisées »; le champ d'application doit être limité pour faire mention des « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | 2555(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Règle 1.3.3 | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | 2555(1) | Nouveaux articles des Règles CPPC et nouvelles règles des Règles CEC établissant des exigences et processus | Introduction de nouvelles exigences des Règles CPPC et des Règles CEC afin de préciser les conditions | Nouvelles dispositions requises pour établir les exigences et les processus d'autorisation pour les | Oui | 4.2.1 |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|---------------------------------------|---|--|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | | d’autorisation des personnes morales | d’autorisation pour les activités autres que celles effectuées pour le compte du courtier parrainant. | Personnes autorisées autres que des personnes physiques | | |
| Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie C, article 2560 – Introduction | 2560(1) | 2560(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2500 – Administrateurs et Membres de la haute direction du courtier membre, autorisation de personnes physiques et autorisation de personnes morales | Partie C, article 2560 – Introduction | 2560(1) | 2560(1) | Paragraphe d’introduction | Ajout de la nouvelle partie C à la Règle 2500 pour établir les exigences et les processus d’autorisation pour les <i>Personnes autorisées</i> autres que des personnes physiques | Ajout ou clarification du libellé d’introduction | Non | 4.2.3 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Paragraphe 2561(1) à 2561(6) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Paragraphe 1.5.1 a) à 1.5.1 f) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Paragraphe 2561(1) à 2561(6) | Nouveaux articles des Règles CPPC et nouvelles règles des Règles CEC établissant des exigences et processus d’autorisation des personnes morales | Ajout de nouvelles exigences aux Règles CPPC et aux Règles CEC pour préciser les conditions et processus d’autorisation des « personnes autorisées » autres que des personnes physiques. | Nouvelles dispositions requises pour établir les exigences et les processus d’autorisation pour les Personnes autorisées autres que des personnes physiques | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Article 2601 – Introduction | 2601(1) | 2601(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Article 2601 – Introduction | 2601(1) | 2601(1) | Paragraphe d’introduction | Remplacement du terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées » afin d’exclure les « Personnes autorisées constituées en société » | Ajout ou clarification du libellé d’introduction | Non | 4.2.3 |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2602 – Compétences requises de la part des personnes physiques autorisées et des investisseurs autorisés | Paragraphe 2602(1) et 2602(3) | Paragraphe 2602(1) et 2602(3) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.2.2 – Inscription | Règle 1.2.2 | Règle 1.2.2 | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2602 – Compétences requises de la part des personnes physiques autorisées et des investisseurs autorisés | Paragraphe 2602(1) et 2602(3) | Paragraphe 2602(1) et 2602(3) | Obligations de compétence des personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d’application doit être limité pour qu’elle s’applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2603 – Compétences requises avant l’obtention de l’autorisation | 2603(1) | 2603(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2603 – Compétences requises avant l’obtention de l’autorisation | 2603(1) | 2603(1) | Obligations de compétence des personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d’application doit être limité pour qu’elle s’applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2604 – Compétences requises après l’obtention de | Paragraphe 2604(1) et 2604(2) | Paragraphe 2604(1) et 2604(2) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.2.4 – Formation et supervision | Règle 1.2.4 | Règle 1.2.4 | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s’appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2604 – Compétences requises après l’obtention de | Paragraphe 2604(1) et 2604(2) | Paragraphe 2604(1) et 2604(2) | Obligations de compétence des personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d’application doit être limité pour qu’elle | Non | 4.2.3 |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|---|--|---------------------------------------|--|--|---------------------------------------|--------------------------------------|--|---|---|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| catégories de compétences | l'autorisation | | | | | | | catégories de compétences | l'autorisation | | | | autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | | |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2605 – Représentants inscrits et Représentants en placement dont les activités sont limitées à l'épargne collective | Paragraphe 2605(1) à 2605(6) | Paragraphe 2605(1) à 2605(6) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie A, article 2605 – Représentants inscrits et Représentants en placement dont les activités sont limitées à l'épargne collective | Paragraphe 2605(1) à 2605(6) | Paragraphe 2605(1) à 2605(6) | Obligations de compétence des personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2625 – Dispenses particulières | Paragraphe 2625(1) à 2625(3) | Paragraphe 2625(1) à 2625(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2625 – Dispenses particulières | Paragraphe 2625(1) à 2625(5) | Paragraphe 2625(1) à 2625(5) | Dispenses des compétences requises des personnes physiques | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2626 – Dispenses générales et discrétionnaires | Paragraphe 2626(1) à 2626(3) | Paragraphe 2626(1) à 2626(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2626 – Dispenses générales et discrétionnaires | 2626(1) | 2626(1) | Dispenses des compétences requises des personnes physiques | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2627 – Dispenses des cours requis | Paragraphe 2627(1) à 2627(3) | Paragraphe 2627(1) à 2627(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2627 – Dispenses des cours requis | Paragraphe 2627(1) à 2627(3) | Paragraphe 2627(1) à 2627(3) | Dispenses des compétences requises des personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2628 – Durée de validité des examens | Paragraphe 2628(1) à 2627(3) | Paragraphe 2628(1) à 2627(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2600 – Compétences requises et dispenses s'appliquant aux catégories de compétences | Partie B, article 2628 – Durée de validité des examens | Paragraphe 2628(1) à 2627(3) | Paragraphe 2628(1) à 2627(3) | Dispenses des compétences requises des personnes physiques | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 2700 – Exigences de formation continue s'appliquant aux personnes physiques autorisées | Règle 2700 | Paragraphe 2701(1) à 2745(3) | Paragraphe 2701(1) à 2745(3) | Règles 1.2.6 et 900 – Formation continue | Règles 1.2.6 et 900 – Formation continue | Règles 1.2.6 et 900 | Règles 1.2.6 et 900 | Règle 2700 – Exigences de formation continue s'appliquant aux personnes physiques autorisées | Règle 2700 | Paragraphe 2701(1) à 2783(3) | Paragraphe 2701(1) à 2783(3) | Formation continue requise | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées | Les dispositions des Règles CPPC et des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; leur champ d'application doit être limité aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---|--|---|--|---|--|--|-------------------|------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | | | constituées en société » | | | |
| Règle 2800 – La Base de données nationale d'inscription (sauf les paragraphes 2807(2) et 2808(1) des Règles CPPC dont il est question ci-après) | Règle 2800 | Paragraphes 2800(1) à 2806(3) | Paragraphes 2800(1) à 2806(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2800 – La Base de données nationale d'inscription (sauf les paragraphes 2807(2) et 2808(1) des Règles CPPC dont il est question ci-après) | Règle 2800 | Paragraphes 2800(1) à 2806(3) | Paragraphes 2800(1) à 2806(3) | Exigences relatives à la Base de données nationale d'inscription (BDNI) | Révision du champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « employés » par « personnes physiques » | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 2800 – La Base de données nationale d'inscription | Article 2807 – Fin de la qualité de Personne autorisée | 2807(2) | 2807(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | Règle 1.2.7 | Règle 2800 – La Base de données nationale d'inscription | Article 2807 – Fin de la qualité de Personne autorisée | 2807(2) | 2807(2) | Fin de la qualité de personne autorisée | Révision visant à indiquer qu'une personne physique cesse d'être une personne autorisée au moment de la fin de toute relation d'une personne autorisée constituée en société avec le courtier membre | Nouvelles dispositions requises pour réviser ou ajouter des processus de fin de la qualité de personne physique autorisée | Oui | 4.2.1 |
| Règle 2800 – La Base de données nationale d'inscription | Article 2808 – Rétablissement d'une autorisation suspendue | 2808(1) | 2808(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2800 – La Base de données nationale d'inscription | Article 2808 – Rétablissement d'une autorisation suspendue | 2808(1) | 2808(1) | Rétablissement d'une autorisation suspendue | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3110 – Obligation de repérer les conflits d'intérêts | 3110(1) | 3110(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2.1.4 1) – Repérage, traitement et déclaration des conflits d'intérêts importants – membre | Alinéa 2.1.4 1) a) | Alinéa 2.1.4 1) a) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3110 – Obligation de repérer les conflits d'intérêts | 3105(1) | 3105(1) | Exigences relatives à la gestion des conflits d'intérêts | Révision requise pour remplacer les termes « personne autorisée » et « personne physique » par « personne » | Les dispositions des règles doivent tenir compte des conflits d'intérêts concernant le courtier membre ou toute personne agissant pour le compte de celui-ci. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3110 – Obligation de repérer les conflits d'intérêts | 3110(2) | 3110(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2.1.4 2) – Repérage, traitement et déclaration des conflits d'intérêts importants – personne autorisée | Alinéa 2.1.4 2) a) | Alinéa 2.1.4 2) a) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3105 – Obligation de repérer les conflits d'intérêts | 3105(2) | 3105(2) | Exigences relatives à la gestion des conflits d'intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s'appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3110 – Obligation de repérer les conflits d'intérêts | 3110(3) | 3110(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2.1.4 2) – Repérage, traitement et déclaration des conflits | Alinéa 2.1.4 2) b) | Alinéa 2.1.4 2) b) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3105 – Obligation de repérer les conflits d'intérêts | 3105(3) | 3105(3) | Exigences relatives à la gestion des conflits d'intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|---|--|---------------------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------------|--|---|---|--|--|-------------------------|--|-------------------|------------------------------------|
| | | | | | d’intérêts importants – personne autorisée | | | | | | | | | paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | | |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3111 – Obligation de la Personne autorisée de traiter les conflits d’intérêts | 3111(1) | 3111(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2 .1.4 2) Repérage, traitement et déclaration des conflits d’intérêts importants – personne autorisée | Alinéa 2.1.4 2) c) | Alinéa 2.1.4 2) c) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3106 – Obligation de la Personne autorisée de traiter les conflits d’intérêts | 3106(1) | 3106(1) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3111 – Obligation de la Personne autorisée de traiter les conflits d’intérêts | 3111(2) | 3111(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2 .1.4 2) Repérage, traitement et déclaration des conflits d’intérêts importants – personne autorisée | Alinéa 2.1.4 2) d) | Alinéa 2.1.4 2) d) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3106 – Obligation de la Personne autorisée de traiter les conflits d’intérêts | 3106(2) | 3106(2) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3111 – Obligation de la Personne autorisée de traiter les conflits d’intérêts | 3111(3) | 3111(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2 .1.4 2) Repérage, traitement et déclaration des conflits d’intérêts importants – personne autorisée | Alinéa 2.1.4 2) e) | Alinéa 2.1.4 2) e) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3106 – Obligation de la Personne autorisée de traiter les conflits d’intérêts | 3106(3) | 3106(3) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|---|--|---------------------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------------|--|---|---|--|--|---|---|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3112 – Obligation du courtier membre de traiter les conflits d’intérêts | 3112(1) | 3112(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2 .1.4 1) – Repérage, traitement et déclaration des conflits d’intérêts importants – membre | Alinéa 2.1.4 1) b) | Alinéa 2.1.4 1) b) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3107 – Obligation du courtier membre de traiter les conflits d’intérêts | 3107(1) | 3107(1) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Révision requise pour remplacer les termes « personne autorisée » et « personne physique » par « personne » | actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. Les dispositions des règles doivent tenir compte des conflits d’intérêts concernant le courtier membre ou toute personne agissant pour le compte de celui-ci. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3112 – Obligation du courtier membre de traiter les conflits d’intérêts | 3112(2) | 3112(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2 .1.4 1) – Repérage, traitement et déclaration des conflits d’intérêts importants – membre | Alinéa 2.1.4 1) c) | Alinéa 2.1.4 1) c) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3107 – Obligation du courtier membre de traiter les conflits d’intérêts | 3107(2) | 3107(2) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Révision requise pour remplacer les termes « personne autorisée » et « personne physique » par « personne » | Les dispositions des règles doivent tenir compte des conflits d’intérêts concernant le courtier membre ou toute personne agissant pour le compte de celui-ci. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3112 – Obligation du courtier membre de traiter les conflits d’intérêts | 3112(3) | 3112(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3107 – Obligation du courtier membre de traiter les conflits d’intérêts | 3107(3) | 3107(3) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe 3112(3) des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3113 – Obligation de déclarer les conflits d’intérêts | 3113(3) | 3113(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2 .1.4 1) – Repérage, traitement et déclaration des conflits d’intérêts importants – membre | Alinéa 2.1.4 1) h) | Alinéa 2.1.4 1) h) | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3108 – Obligation de déclarer les conflits d’intérêts | 3108(3) | 3108(3) | Exigences relatives à la gestion des conflits d’intérêts | Aucune révision requise | Le paragraphe 3113(3) des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--|--|--|------------------------------------|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3116 – Gratification interdite | 3116(1) | 3116(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3111 – Gratification interdite | 3111(1) | 3111(1) | Interdiction de toute gratification | Révisions requises aux fins de clarification | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3117 – Incitatifs à la vente de produits d’organismes de placement collectif | 3117(2) | 3117(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3112 – Incitatifs à la vente de produits d’organismes de placement collectif | 3112(2) | 3112(2) | Interdiction des incitatifs à la vente de produits d’organismes de placement collectif | Révisions requises aux fins de clarification | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3100 – Rapports avec les clients | Partie B, article 3114 – Ententes d’indication de clients | Paragraphe 3114(1) à 3114(3) et 3114(5) | Paragraphe 3114(1) à 3114(3) et 3114(5) | Ententes d’indication de clients | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|------------------------------------|--|---|---|---|--|---|--|---|---|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Paragraphe 3 201(3) – Expressions définies | 3201(3) | 3201(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2 – Comptes des clients | Règle 2.2, Définitions, « exploitation financière » | Règle 2.2, Définitions, « exploitation financière » | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Paragraphe 3 201(3) – Expressions définies | 3201(3) | 3201(3) | Définitions liées aux comptes des clients | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Paragraphe 3 201(3) – Expressions définies | 3201(3) | 3201(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2 – Comptes des clients | Règle 2.2, Définitions, « blocage temporaire » | Règle 2.2, Définitions, « blocage temporaire » | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Paragraphe 3 201(3) – Expressions définies | 3201(3) | 3201(3) | Définitions liées aux comptes des clients | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3201 – Introduction | 3201(3) | 3201(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2 – Comptes des clients | Règle 2.2, Définitions, « personne de confiance » | Règle 2.2, Définitions, « personne de confiance » | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3201 – Introduction | 3201(3) | 3201(3) | Définitions liées aux comptes des clients | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Paragraphe 3 201(3) – Expressions définies | 3201(3) | 3201(3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2 – Comptes des clients | Règle 2.2, Définitions, « client vulnérable » | Règle 2.2, Définitions, « client vulnérable » | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Paragraphe 3 201(3) – Expressions définies | 3201(3) | 3201(3) | Définitions liées aux comptes des clients | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3202 – Connaissance du client | Paragraphe 3202(1) à 3202(4) | Paragraphe 3202(1) à 3202(4) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.1 – Connaissance du client | Règle 2.2.1 | Règle 2.2.1 | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3202 – Connaissance du client | Paragraphe 3202(1) à 3202(4) | Paragraphe 3202(1) à 3202(4) | Obligation relative à la connaissance du client | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie B, article 3214 – Ouverture de comptes pour nouveaux clients | 3214(6) | 3214(6) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie B, article 3214 – Ouverture de comptes pour nouveaux clients | 3214(6) | 3214(6) | Obligation de demander l’approbation de l’autre courtier membre au moment d’ouvrir un compte pour un employé d’un autre courtier membre | Révision du champ d’application requise | Élargissement du champ d’application des dispositions relatives aux comptes « non-client » pour inclure les comptes de « personnes autorisées constituées en société » | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3215 – Mise à jour des comptes de clients | Paragraphe 3215(1) à 3215(2) | Paragraphe 3215(1) à 3215(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.4 – Mise à jour des renseignements sur le client | Règle 2.2.4 | Règle 2.2.4 | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3215 – Mise à jour des comptes de clients | Paragraphe 3215(1) à 3215(2) | Paragraphe 3215(1) à 3215(2) | Exigences portant sur la mise à jour des renseignements sur la connaissance du client | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3216 – Document d’information sur la relation | Paragraphe 3216(1) à 3216(6) | Paragraphe 3216(1) à 3216(6) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.7 – Information sur la relation | Règle 2.2.7 | Règle 2.2.7 | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Article 3216 – Document d’information sur la relation | Paragraphe 3216(1) à 3216(6) | Paragraphe 3216(1) à 3216(6) | Obligations liées à l’information sur la relation | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie C, article 3221 – Pouvoir de négociation discrétionnaire interdit | 3221(1) | 3221(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Paragraphe 2.3.1 b) – Pouvoir de négociation discrétionnaire | Règle 2.3.1 b) | Règle 2.3.1 b) | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie C, article 3221 – Pouvoir de négociation discrétionnaire interdit | 3221(1) | 3221(1) | Pouvoir de négociation discrétionnaire interdit | Aucune révision requise | La disposition des Règles CEC comprend le terme « personne autorisée »; lorsqu’on l’applique conjointement avec le paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elle s’applique aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|---------------------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--|---|--|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie C, article 3222 – Conditions du blocage temporaire | Paragraphe 3222(1) à (3) | Paragraphe 3222(1) à (3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.8 – Conditions de blocages temporaires | Règle 2.2.8 | Règle 2.2.8 | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie C, article 3222 – Conditions du blocage temporaire | Paragraphe 3222(1) à (3) | Paragraphe 3222(1) à (3) | Conditions à remplir pour imposer un blocage temporaire sur un compte | Aucune révision requise | Les dispositions des Règles CPPC et des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elles s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie G, article 3271 – Règles applicables aux comptes carte blanche et aux comptes gérés | 3271(3) | 3271(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3200 – Connaissance du client et comptes de clients | Partie G, article 3271 – Règles applicables aux comptes carte blanche et aux comptes gérés | 3271(3) | 3271(3) | Obligation de s’assurer que les personnes physiques sont compétentes pour effectuer des opérations dans des comptes carte blanche ou des comptes gérés ou donner des conseils sur ceux-ci | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3300 – Contrôle diligent des produits et connaissance du produit | Article 3301 – Contrôle diligent des produits | 3301(2) | 3301(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.5 – Connaissance du produit | Paragraphe 2.2.5 3) | Paragraphe 2.2.5 3) | Règle 3300 – Contrôle diligent des produits et connaissance du produit | Article 3301 – Contrôle diligent des produits | 3301(2) | 3301(2) | Exigences de contrôle diligent des produits | Remplacement du terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées » afin d’exclure les « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d’application doit être limité pour qu’elle s’applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 3300 – Contrôle diligent des produits et connaissance du produit | Article 3302 – Connaissance du produit | 3302(1) et (2) | 3302(1) et (2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.5 – Connaissance du produit | Paragraphe 2.2.5 2) et 2.2.5 2.1) | Paragraphe 2.2.5 2) et 2.2.5 2.1) | Règle 3300 – Contrôle diligent des produits et connaissance du produit | Article 3302 – Connaissance du produit | 3302(1) et (2) | 3302(1) et (2) | Obligations liées à la connaissance du produit | Remplacement du terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées » afin d’exclure les « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d’application doit être limité pour qu’elle s’applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 3400 – Évaluation de la convenance | Article 3402 – Obligations liées à l’évaluation de la convenance dans le cas des clients de détail | 3402(1) | 3402(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.2.6 – Convenance au client | Paragraphe 2.2.6 1) | Paragraphe 2.2.6 1) | Règle 3400 – Évaluation de la convenance | Article 3402 – Obligations liées à l’évaluation de la convenance dans le cas des clients de détail | 3402(1) | 3402(1) | Obligations liées à l’évaluation de la convenance dans le cas des clients de détail | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3500 – Pratiques commerciales liées aux ventes | Article 3503 – Priorité accordée au client | 3503(2) et 3503(3) | 3503(2) et 3503(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3500 – Pratiques commerciales liées aux ventes | Article 3503 – Priorité accordée au client | 3503(2) et 3503(3) | 3503(2) et 3503(3) | Exigences liées à la priorité accordée au client | Aucune révision requise | Les paragraphes 3503(2) et 3503(3) des Règles CPPC font mention des « personnes autorisées »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) | Non | 4.2.2 |



Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|---|--|---------------------------------------|--------------------------------------|---|--|---|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3500 – Pratiques commerciales liées aux ventes | Articles 3509 – Précommercialisation | 3509(1) et 3509(6) | 3509(1) et 3509(6) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3500 – Pratiques commerciales liées aux ventes | Articles 3509 – Précommercialisation | 3509(1) et 3509(6) | 3509(1) et 3509(6) | Exigences de précommercialisation | Aucune révision requise | aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | S. O. | S. O. |
| Règle 3600 – Communications avec le public | Articles 3601 – Introduction | 3601(1) | 3601(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3600 – Communications avec le public | Articles 3601 – Introduction | 3601(1) | 3601(1) | Communications avec le public | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3600 – Communications avec le public | Partie A, article 3602 – Publicité | 3602(5) | 3602(5) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3600 – Communications avec le public | Partie A, article 3602 – Publicité | 3602(5) | 3602(5) | Exigences relatives à la publicité, documentation promotionnelle et correspondance | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3600 – Communications avec le public | Partie B, article 3606 – Définitions | 3606(1) | 3606(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3600 – Communications avec le public | Partie B, article 3606 – Définitions | 3606(1) | 3606(1) | Exigences liées aux rapports de recherche – Définition du terme « analyste » | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu'elle ne s'applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle s'applique aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 3600 – Communications avec le public | Partie B, article 3618 – Commentaires publics | 3618(1) | 3618(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3600 – Communications avec le public | Partie B, article 3618 – Commentaires publics | 3618(1) | 3618(1) | Exigences liées aux rapports de recherche | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3600 – Communications avec le public | Partie C, article 3640 – Communications trompeuses | 3640(1) et (2) | 3640(1) et (2) | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Règle 1.2.5 – Titres trompeurs interdits | Règle 1.2.5 | Règle 1.2.5 | Règle 3600 – Communications avec le public | Partie C, article 3640 – Communications trompeuses | 3640(1) et (2) | 3640(1) et (2) | Interdictions liées aux titres trompeurs | Aucune révision requise | Les dispositions des Règles CPPC et des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elles s'appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie A, article 3702 – Signalement à faire par une Personne autorisée au courtier membre | 3702(1) et (2) | 3702(1) et (2) | Règle n° 1 – Structure de l'entreprise et qualités requises | Paragraphe 1.4 b) – Déclaration de la personne autorisée | Paragraphe 1.4 b) | Paragraphe 1.4 b) | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie A, article 3710 – Signalement à faire par les Personnes autorisées et les employés au courtier membre | 3710(1) et (2) | 3702(1) et (2) | Exigences liées au signalement au courtier membre | Révisions aux fins de clarification devant être apportées aux Règles CPPC et aux Règles CEC. | Les paragraphes 3702(1) et 3702(2) des Règles CPPC et le paragraphe 1.4.1 b) des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|---|--|---------------------------------------|--------------------------------------|---|--|---|--|--|-------------------------|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie A, article 3703 – Signalement à faire par le courtier membre à l’Organisation | 3703(2) | 3703(2) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Paragraphe 1 .4 a) – Déclaration du membre | Paragraphe 1 .4 a) | Paragraphe 1 .4 a) | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie A, article 3711 – Signalement à faire par le courtier membre à l’OCRI | 3711(2) | 3711(2) | Obligations de déclaration du courtier membre à l’Organisation | Aucune révision requise | n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie A, article 3704, Défaut de signaler | 3704(1) | 3704(1) | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Paragraphe 1 .4 c) – Omission de déclarer | Paragraphe 1 .4 c) | Paragraphe 1 .4 c) | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie A, article 3713, Défaut de signaler | 3713(1) | 3713(1) | Omission de déclarer les pénalités administratives | Aucune révision requise | Le paragraphe 3704(1) des Règles CPPC et le paragraphe 1.4.1 c) des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie B, article 3706 – Obligation d’ouvrir une enquête interne | 3706(1) | 3706(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie B, article 3720 – Obligation d’ouvrir une enquête interne | 3720(1) | 3720(1) | Obligation d’ouvrir une enquête interne | Aucune révision requise | Le paragraphe 3706(1) des Règles CPPC fait mention des « personnes autorisées »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---|--|---|--|---|---|---|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie D, article 3715 – Politiques et procédures | 3715(2) | 3715(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie D, article 3740 – Politiques et procédures | 3740(2) | 3740(2) | Politiques et procédures de traitement des plaintes | Aucune révision requise | Le paragraphe 3715(2) des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s'appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3721 – Champ d'application | 3721(1) | 3721(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3750 – Champ d'application | 3750(1) | 3750(1) | Politiques et procédures de traitement des plaintes | Élargissement de la portée des plaintes considérées comme des plaintes de clients de détail pour inclure les plaintes à la fois contre les « employés » et les « personnes autorisées » | Comprend le terme « personne autorisée »; en vertu du paragraphe 1102(3)(ii), s'appliquera aussi aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, là où le contexte s'y prête. | Non | 4.2.3 |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3723 – Politiques et procédures concernant les plaintes | 3723(2) | 3723(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3754 – Politiques et procédures concernant les plaintes | 3754(1) | 3754(1) | Politiques et procédures de traitement des plaintes | Élargissement de la portée des plaintes considérées comme des plaintes de clients de détail pour inclure les plaintes à la fois contre les « employés » et les « personnes autorisées » | Comprend le terme « personne autorisée »; en vertu du paragraphe 1102(3)(ii), s'appliquera aussi aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, là où le contexte s'y prête. | S. O. | S. O. |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3727 – Devoir d'assistance à la résolution des plaintes de | 3727(1) et (2) | 3727(1) et (2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3757 – Devoir d'assistance à la résolution des plaintes de | 3757(1) et 3757(2) | 3757(1) et 3757(2) | Devoir d'assistance à la résolution des plaintes | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|--|--|---------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---|---|---|--|---|--|--|-------------------|------------------------------------|
| signaler | clients | | | | | | | signaler | clients | | | | | | | |
| Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie E, article 3728 – Dossier des plaintes de clients et Partie G, article 3786 – Plaintes de clients | 3728(1) et 3786(1) | 3728(1) et 3786(1) | Règle 300 – Traitement des plaintes | Règle 300, partie I, article 2 – Définition | Règle 300, partie I, article 2 | Règle 300, partie I, article 2 | Règle 3700 – Signalement et traitement des plaintes, enquêtes internes et autres cas à signaler | Partie G, article 3771 – Dossier des plaintes de clients | 3771(1) | 3771(1) | Dossier des plaintes des clients | Clarification du champ d’application requise | Pour les Règles CPPC, élargissement du champ d’application des plaintes considérées comme des plaintes de clients de détail pour inclure les plaintes à la fois contre les « employés » et les « personnes autorisées ». La disposition des Règles CEC comprend le terme « personne autorisée »; en vertu du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elle s’applique aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3800 – Dossiers à conserver et communications avec le client à faire par le courtier membre | Article 3804 – Dispositions générales concernant la tenue de dossiers | 3804(2) | 3804(2) | Règle n° 5 – Livres, registres et rapports | Règle 5.1 – Registres obligatoires | Règle 5.1 | Règle 5.1 | Règle 3800 – Dossiers à conserver et communications avec le client à faire par le courtier membre | Article 3804 – Dispositions générales concernant la tenue de dossiers | 3804(1) | 3804(1) | Obligations liées à la conservation de registres | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 3800 – Dossiers à conserver et communications avec le client à faire par le courtier membre | Article 3816 – Avis d’exécution | 3816(2) | 3816(2) | Règle n° 5 – Livres, registres et rapports | Règle 5.4.3 – Contenu | Règle 5.4.3 | Règle 5.4.3 | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Obligation d’indiquer le nom de la personne physique autorisée ayant participé à l’opération visée par l’avis d’exécution | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Les paragraphes des Règles CPPC et les Règles CEC font mention des « personnes autorisées »; le champ d’application doit être limité pour faire mention des « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3904 – Politiques et procédures | Paragraphe 3904(1) à (3) | Paragraphe 3904(1) à (3) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.5.1 – Responsabilités du membre | Règle 2.5.1 | Règle 2.5.1 | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3904 – Politiques et procédures | Paragraphe 3904(1) à (3) | Paragraphe 3904(1) à (3) | Exigences liées aux politiques et procédures de surveillance | Révisions requises aux fins de clarification | Les dispositions des Règles CPPC et des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elles s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---------------------------|--|--|---------------------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------|--|---|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3905 – Ressources et personnel de surveillance | 3905(2) et (5) | 3905(2) et (5) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3905 – Ressources et personnel de surveillance | 3905(2) et (4) | 3905(2) et (4) | Obligation d’avoir un personnel de surveillance compétent | Aucune révision requise | Les paragraphes des Règles CPPC comprennent le terme « Personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3906 – Responsabilités du Surveillant | 3906(1) | 3906(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.5.5 – Directeur de succursale | Règle 2.5.5 | Règle 2.5.5 | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3906 – Responsabilités du Surveillant | 3906(1) | 3906(1) | Responsabilités d’un surveillant ou d’un directeur de succursale | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3909 – Responsabilités du Membre de la haute direction | 3909(1) | 3909(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3909 – Responsabilités du Membre de la haute direction | 3909(1) | 3909(1) | Responsabilités du Membre de la haute direction | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3910 – Responsabilités de la Personne désignée responsable | 3910(1) et 3910(2) | 3910(1) et 3910(2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.5.2 – Personne désignée responsable | Règle 2.5.2 | Règle 2.5.2 | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3910 – Responsabilités de la Personne désignée responsable | 3910(1) et 3910(2) | 3910(1) et 3910(2) | Responsabilités de la Personne désignée responsable | Modification du champ d’application de la disposition des Règles CPPC, en remplaçant « personne physique » par « personne », et modification du champ d’application de la disposition des Règles CEC, en remplaçant « personnes autorisées » par « employés et personnes autorisées ». | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes | Oui | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---------------------------|--|--|---------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------|--|---|--|---|--|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3912 – Responsabilités du Chef de la conformité | 3912(1) | 3912(1) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.5.3 – Chef de la conformité | Règle 2.5.3 | Règle 2.5.3 | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3912 – Responsabilités du Chef de la conformité | 3912(1) | 3912(1) | Responsabilités du Chef de la conformité | Modification du champ d’application de la disposition des Règles CPPC, en remplaçant « personne physique » par « personne », et modification du champ d’application de la disposition des Règles CEC, en remplaçant « personnes autorisées » par « employés et personnes autorisées ». | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3913 – Responsabilités du Chef des finances | 3913(1)(iv) | 3913(1)(iv) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3913 – Responsabilités du Chef des finances | 3913(1)(iv) | 3913(1)(iv) | Responsabilités du Chef des finances | Modification du champ d’application de la disposition des Règles CPPC, qui passe de « personne physique » à « personne ». | Le paragraphe des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3915 – Rapports à soumettre au conseil d’administration du courtier membre | 3915(1) et (2) | 3915(1) et (2) | Règle n° 2 – Conduite des affaires | Règle 2.5.4 – Accès au conseil | Règle 2.5.4 | Règle 2.5.4 | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3915 – Rapports à soumettre au conseil d’administration du courtier membre | 3915(1) et (2) | 3915(1) et (2) | Rapports à soumettre au conseil d’administration du courtier membre | Aucune révision requise | Les dispositions des Règles CPPC et des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elles s’appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3918 – Surveillance des bureaux partagés | 3918(2) | 3918(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3900 – Surveillance | Partie A, article 3918 – Surveillance des bureaux partagés | 3918(2) | 3918(2) | Surveillance des bureaux partagés | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---------------------------|---|--|---------------------------------------|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------|---|---|--|--|---|--|-------------------|------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | | | | constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | | |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie B, article 3927 – Examens des mouvements de comptes | 3927(3) | 3927(3) | Règle 200 – Normes minimales de surveillance des comptes | Règle 200, partie IV et partie V | Règle 200, partie IV et partie V | Règle 200, partie IV et partie V | Règle 3900 – Surveillance | Partie B, article 3927 – Examens des mouvements de comptes | 3927(3) | 3927(3) | Examens des mouvements de comptes | Aucune révision requise | Le paragraphe des Règles CPPC et la règle des Règles CEC comprennent le terme « personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d'application et d'interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, ils s'appliqueront donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Non | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie D, article 3950 – Politiques et procédures de surveillance des comptes institutionnels | 3950(2)(iv) | 3950(2)(iv) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3900 – Surveillance | Partie D, article 3950 – Politiques et procédures de surveillance des comptes institutionnels | 3950(2)(iv) | 3950(2)(iv) | Politiques et procédures de surveillance des comptes institutionnels | Élargissement du champ d'application des dispositions sur les opérations soumises à des examens pour inclure les opérations effectuées dans les comptes des « employés » et des « personnes autorisées ». | Le paragraphe des Règles CPPC comprend le terme « Personne autorisée »; en vertu de l'alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC, il s'appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s'y prête. | Oui | 4.2.2 |
| Règle 3900 – Surveillance | Partie F, article 3964 – Consultation de Personnes autorisées qualifiées en dérivés | 3964(1) | 3964(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 3900 – Surveillance | Partie F, article 3964 – Consultation de Personnes autorisées qualifiées en dérivés | 3964(1) | 3964(1) | Consultation de Personnes autorisées qualifiées en dérivés | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l'OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l'OCRI | Partie et article des Règles de l'OCRI | Disposition des Règles de l'OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l'OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|---|--|---------------------------------------|--------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------------|---|---|---|--|---|---|--|-------------------|------------------------------------|
| Règle 7100 – Marchés des titres de créance | Article 7113 – Surveillance et obligation de déclarer | 7113(1) | 7113(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 7100 – Marchés des titres de créance | Article 7113 – Surveillance et obligation de déclarer | 7113(1) | 7113(1) | Surveillance et obligation de déclarer | Révision visant à élargir le champ d'application de cette disposition pour y inclure les « Personnes autorisées ». | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « employé »; son champ d'application doit être élargi pour qu'elle s'applique aussi aux « Personnes autorisées constituées en société ». | Non | 4.2.3 |
| Règle 8200 – Procédures de mise en application | Partie A, article 8208 | 8208(3) | 8208(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 8200 – Procédures de mise en application | Partie A, article 8208 | 8208(3) | 8208(3) | Pouvoirs de contrainte | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 8200 – Procédures de mise en application | Partie B, article 8210 | 8210(1) | 8210(1) | Règle n° 7 – Discipline | Règle 7.4.1.1 – Personnes autorisées | Règle 7.4.1.1 | Règle 7.4.1.1 | Règle 8200 – Procédures de mise en application | Partie B, article 8210 | 8210(1) | 8210(1) | Sanctions visant les personnes réglementées qui ne sont pas des courtiers membres | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 8400 – Règles de pratique et de procédure | Partie A, article 8406 – Signification et production | 8406(2) | 8406(2) | Règle n° 7 – Discipline | 7.3.1.3 – Avis aux membres dans le cas d'une personne physique | Règle 7.3.1.3 | Règle 7.3.1.3 | Règle 8400 – Règles de pratique et de procédure | Partie A, article 8406 – Signification et production | 8406(2) | 8406(2) | Signification et dépôt | Révisions requises aux fins de clarification | Révision aux fins de clarification | Non | 4.2.3 |
| Règle 8400 – Règles de pratique et de procédure | Partie B, article 8421 – Ordonnance de comparution et assignation à comparaître | 8421(3) | 8421(3) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 8400 – Règles de pratique et de procédure | Partie B, article 8421 – Ordonnance de comparution et assignation à comparaître | 8421(3) | 8421(3) | Ordonnance de comparution et assignation à comparaître | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9201 – Introduction | 9201(1) | 9201(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9201 – Introduction | 9201(1) | 9201(1) | Paragraphe d'introduction | Révisions requises aux fins de clarification | Ajout ou clarification du libellé d'introduction | Non | 4.2.3 |
| Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9203 – Décisions de l'Organisation | 9203(2) | 9203(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9203 – Décisions de l'Organisation | 9203(2) | 9203(2) | Décisions de l'Organisation | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9206 – Demandes de dispense | 9206(1) | 9206(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9206 – Demandes de dispense | 9206(1) | 9206(1) | Demandes de dispense | Révision visant à limiter le champ d'application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques » | La disposition des Règles CPPC comprend actuellement le terme « Personnes autorisées »; son champ d'application doit être limité pour qu'elle | Non | 4.2.3 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|---|--|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---|---|---|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| n | | | | | | | | n | | | | | autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | s’applique aux « personnes physiques autorisées ». | | |
| Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9207 – Maintien de l’autorisation | 9207(1) et (2) | 9207(1) et (2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9207 – Maintien de l’autorisation | 9207(1) et (2) | 9207(1) et (2) | Maintien de l’autorisation | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9209 – Audiences en révision | 9209(1) | 9209(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9200 – Autorisations et surveillance en matière de réglementation | Article 9209 – Audiences en révision | 9209(1) | 9209(1) | Audiences en révision | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9401 – Introduction | 9401(1) | 9401(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9401 – Introduction | 9401(1) | 9401(1) | Paragraphe d’introduction | Révisions requises aux fins de clarification | Ajout ou clarification du libellé d’introduction | Non | 4.2.3 |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9404 – Avocat | 9404(2) | 9404(2) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9404 – Avocat | 9404(2) | 9404(2) | Avocat | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9405 – Avis du personnel de l’Organisation | 9405(1) | 9405(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9405 – Avis du personnel de l’Organisation | 9405(1) | 9405(1) | Avis du personnel de l’Organisation | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9406 – Réponse du demandeur, de la Personne autorisée ou du courtier membre | 9406(1) | 9406(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9406 – Réponse du demandeur, de la Personne autorisée ou du courtier membre | 9406(1) | 9406(1) | Réponse | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9407 – Choix entre les observations écrites ou la comparution | 9407(1) | 9407(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9407 – Choix entre les observations écrites ou la comparution | 9407(1) | 9407(1) | Choix entre les observations écrites ou la comparution | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Article 9408 – Échange d’observations écrites | Paragraphe 9408(2) à (5) | Paragraphe 9408(2) à (5) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, Article 9408 – Échange d’observations écrites | Paragraphe 9408(2) à (5) | Paragraphe 9408(2) à (5) | Échange d’observations écrites | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures | Partie A, article 9409 – | 9409(3) | 9409(3) | Aucune disposition | Aucune disposition | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures | Partie A, article 9409 – | 9409(3) | 9409(3) | Comparution devant le décideur | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI

| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|---|---|--|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|--------------------------------------|---|---|---|--|---|-------------------------|---|-------------------|------------------------------------|
| donnant l’occasion d’être entendu | Comparution devant le décideur | | | équivalente | équivalente | | | donnant l’occasion d’être entendu | Comparution devant le décideur | | | | | | | |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9410 – Décisions | 9410(1) | 9410(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie A, article 9410 – Décisions | 9410(1) | 9410(1) | Décisions | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie B, article 9413 – Réponse du demandeur, de la Personne autorisée ou du courtier membre | 9413(1) | 9413(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9400 – Procédures donnant l’occasion d’être entendu | Partie B, article 9413 – Réponse du demandeur, de la Personne autorisée ou du courtier membre | 9413(1) | 9413(1) | Réponse | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 9500 – Règlement extrajudiciaire des différends | Article 9504 – Obligation du courtier membre à fournir des renseignements au service de médiation | 9504(1) | 9504(1) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 9500 – Règlement extrajudiciaire des différends | Article 9504 – Obligation du courtier membre à fournir des renseignements au service de médiation | 9504(1) | 9504(1) | Communication de renseignements au service de médiation | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1A – Application, interprétation, dispenses et définitions | Définitions | Règle n° 1A, Définitions | Règle n° 1A, Définitions | Aucune définition équivalente | Aucune définition équivalente | S. O. | S. O. | Définition du terme « lois sur les valeurs mobilières » | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.1 – Membres | Règle 1.1.1 a) | Règle 1.1.1 a) | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Exigence stipulant que toute entreprise reliée aux valeurs mobilières soit exploitée pour le compte du membre et par l’entremise des services du membre, à l’exception de la négociation d’instruments de dépôt et des activités exercées en tant qu’employé d’une banque | Aucune révision requise | La règle des Règles CEC comprend le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elle s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | Non | 4.2.2 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.3 – Ententes relatives aux services | Règle 1.1.3 | Règle 1.1.3 | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Exigences qui s’appliquent aux ententes visant à fournir des services au membre de la personne autorisée. | Aucune révision requise | La règle des Règles CEC comprend le terme « personne autorisée »; en vertu de l’alinéa 1102(3)(ii) des Règles CPPC et du paragraphe ii) de la disposition d’application et d’interprétation de la Règle n° 1A des Règles CEC, elle s’appliquera donc aussi : (1) aux personnes autorisées constituées en société et (2) | Non | 4.2.2 |

Annexe 8 – Table de concordance résumant les révisions proposées des Règles CPPC, des Règles CEC et des Règles de l’OCRI



| Règle CPPC | Partie et article des Règles CPPC | Disposition des Règles CPPC existantes | Disposition des nouvelles Règles CPPC | Règle CEC | Partie et article des Règles CEC | Disposition des Règles CEC existantes | Disposition des nouvelles Règles CEC | Règle de l’OCRI | Partie et article des Règles de l’OCRI | Disposition des Règles de l’OCRI existantes | Disposition des nouvelles Règles de l’OCRI | Description | Conclusion | Commentaires précis | Révision majeure? | Section du Bulletin sur les règles |
|--|--|--|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--|--|---|---|-------------------|------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | | | | aux employés et aux actionnaires des personnes autorisées constituées en société, si le contexte s’y prête. | | |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302(2) | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2302 – Relations autorisées | 2302(2) | S. O. | Paragraphe interdisant les accords de constitution en société des conseillers | Abrogation du paragraphe des Règles CPPC | | Oui | 4.2.1 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 1 – Structure de l’entreprise et qualités requises | Règle 1.1.4 – Employés | Règle 1.1.4 | Règle 1.1.4 | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Exigences concernant l’établissement d’une relation employeur-employé | Aucune révision requise | | S. O. | S. O. |
| Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(6) | S. O. | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 2300 – Relation mandant-mandataire | Article 2304 – Convention écrite entre le courtier membre et ses mandataires | 2304(6) | S. O. | Paragraphe des Règles CPPC et règle des Règles CEC qui établissent les exigences à respecter pour conclure un accord mandant-mandataire entre le courtier et le mandataire | Retrait d’un paragraphe des Règles CPPC concernant précisément la législation fiscale | Révisions requises pour harmoniser les exigences actuelles concernant les accords mandant-mandataire pour les courtiers en placement et les courtiers en épargne collective | Non | S. O. |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle n° 5 – Livres, registres et rapports | Règle 5.3.2 – Contenu du relevé de compte | Règle 5.3.2 | Règle 5.3.2 | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Obligation d’indiquer le nom de la personne autorisée aux fins du compte dans le relevé de compte | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant le terme « Personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées », de sorte qu’elle ne s’applique pas aux « Personnes autorisées constituées en société » | Le libellé actuel de la règle des Règles CEC comprend le terme « personne autorisée »; son champ d’application doit être limité aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |
| Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Règle 4 – Assurance | Règle 4.4.1 – Minimum | Règle 4.4.1 | Règle 4.4.1 | Aucune disposition équivalente | Aucune disposition équivalente | S. O. | S. O. | Exigences précisant la manière dont la couverture minimale à maintenir pour les courtiers en épargne collective doit être déterminée. | Révision visant à limiter le champ d’application de cette disposition en remplaçant « personnes autorisées » par « personnes physiques autorisées » afin que le nombre de personnes autorisées constituées en société que parraine le membre ne soit pas pris en compte dans l’établissement de la couverture minimale d’assurance à maintenir. | Le libellé actuel de la règle des Règles CEC comprend le terme « personne autorisée »; son champ d’application doit être limité aux « personnes physiques autorisées ». | Non | 4.2.3 |